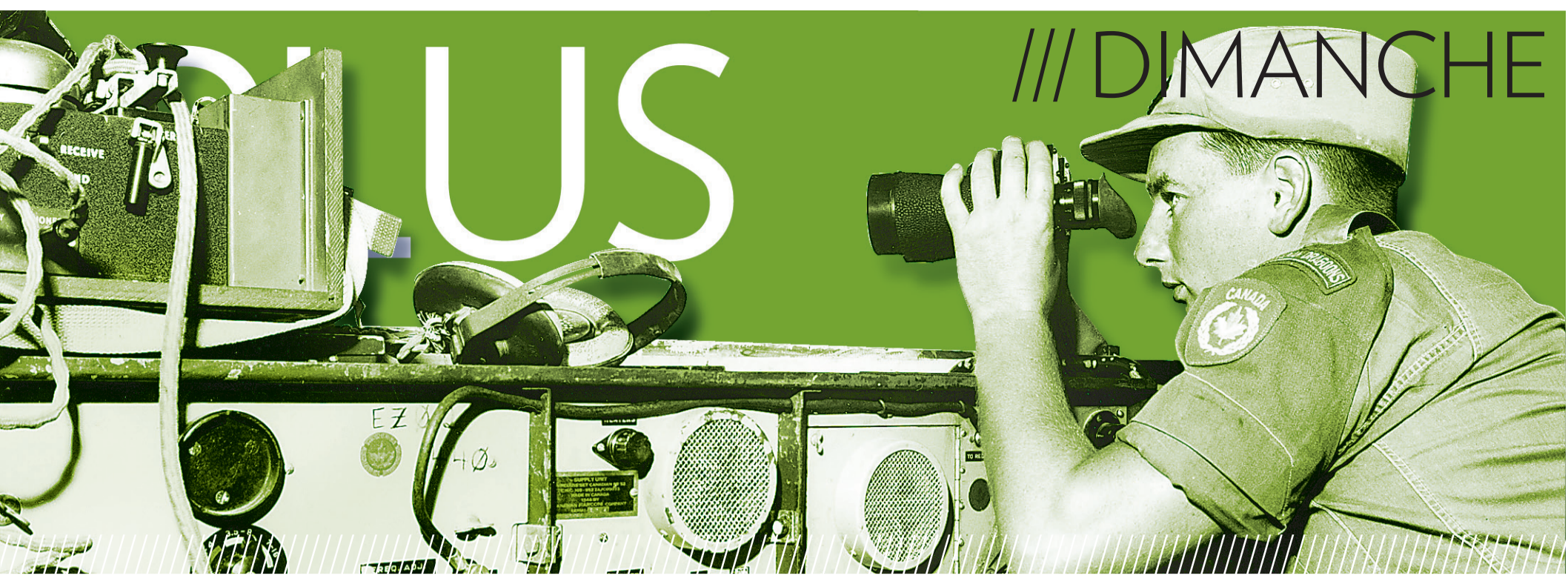


# PLUS

/// DIMANCHE



## LES 50 ANS DES CASQUES BLEUS



Poste de sécurité à l'entrée du camp canadien à Chypre.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO REUTERS

Juin 1994. Les soldats canadiens, avec le général Roméo Dallaire, célèbrent le 1<sup>er</sup> juillet à Kigali, au Rwanda.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

1962. Des membres du Royal Canadian Dragoons patrouillent une plaine désertique en Égypte.

L'IDÉE ÉTAIT SAUGRENUÉ : **ENVOYER DES SOLDATS SOUS L'ÉGIDE DES NATIONS UNIES DANS DIVERSES ZONES DE CONFLITS DANS LE MONDE.** PAS POUR SE BATTRE : POUR MAINTENIR LA PAIX. CE PARI UN PEU FOU IMAGINÉ PAR LE CANADIEN LESTER B. PEARSON A POURTANT ÉTÉ GAGNÉ. ET A DURÉ : LES CASQUES BLEUS FÊTENT CE MOIS-CI LEUR 50<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE. MAIS LE TRAVAIL A BIEN CHANGÉ AU COURS DES ANS. L'ATTITUDE DES FORCES CANADIENNES AUSSI. **LE RECOURS AUX ARMES EST PLUS FRÉQUENT, LES VALEURS HUMANITAIRES MOINS CÉLÉBRÉES.** AU LENDEMAIN DU JOUR DU SOUVENIR, LA PRESSE VOUS PROPOSE UN DOSSIER SPÉCIAL DE CINQ PAGES.



PHOTO LUC-SIMON PERREAULT, LA PRESSE

Mars 1993. L'adjudant-major Marc Desjardins parcourt le désert de Somalie à l'arrière d'un Grizzly.



PHOTO W. GODDARD, REUTERS

Juin 1995. Le lieutenant Éric Dion a retrouvé la liberté après avoir été gardé en otage par les Serbes bosniaques.



PHOTO CAROLE DEVILLERS, REUTERS

Avril 1996. Les Casques bleus canadiens arrivent en mission à Port-au-Prince, en Haïti.



# LES 50 ANS DES CASQUES BLEUS

## 50 ANS DE MAINTIEN DE LA PAIX

ANDRÉ DUCHESNE

Depuis 1956, l'Organisation des Nations unies a autorisé une soixantaine de missions de paix. Au fil de ces cinq décennies, plus de 110 pays ont déployé aux quatre coins du monde des milliers de soldats chargés de voir à l'application de cessez-le-feu ou, plus récemment, à l'imposition de la paix dans des conflits régionaux. Le Canada a participé à une majorité de ces missions, déplorant en cours de route la mort de 114 militaires. Un aperçu.

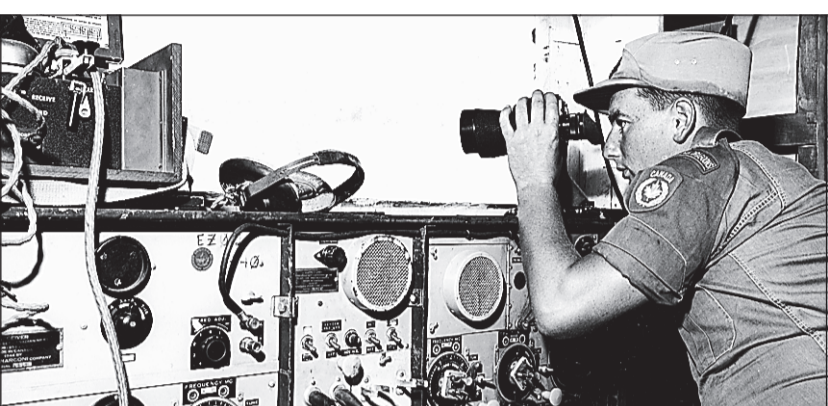


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

## Cinq hommes, cinq missions

ANDRÉ DUCHESNE ET CHARLES CÔTÉ

Ils n'ont pas le même âge, ils n'ont pas occupé les mêmes fonctions et ont servi dans des missions différentes. Mais chacun garde un souvenir impérissable de son engagement comme Casque bleu.

### Suez: Cpt Jean-Paul Dupuis

« Je suis parti le jour de la fête des Mères de 1964 et revenu le jour de la fête des Mères en 1965. Le premier mois a été difficile en raison de l'éloignement, de l'acclimatation et de la crainte de circuler sans arme en plein désert. Nous avions des armes, mais elles étaient sous clé. J'ai porté une arme de poing à une occasion parce que nous devions rouler de nuit. Mais elle est demeurée dans mon étui. À l'époque, porter le béret bleu imposait le respect. J'écrivais une lettre par jour à mon épouse Shirley et elle faisait de même. Comme le courrier arrivait aux deux semaines, je recevais ma pile de lettres avec un colis de denrées. De temps à autre, j'allais au bureau de poste d'El-Arish, où il y avait un téléphone. Par ondes radio, on appelait au Caire. L'appel passait par Londres et North Bay avant d'aboutir à la maison. »

### Chypre: Sgt Alain Forand

« En 1969, j'étais lieutenant avec le Royal 22<sup>e</sup> Régiment. Une fois l'entente établie entre les Chypriotes grecs et turcs, une paix relative s'était installée, en général ça allait très bien. En 1974, avec le coup d'État (des officiers grecs contre le gouvernement chypriote), les Turcs ont envahi l'île pour protéger leurs ressortissants et faire une séparation en deux enclaves. Lorsque les hostilités ont commencé, deux contingents de Casques bleus sont partis, estimant qu'ils ne faisaient plus de maintien de la paix. Nous, les Canadiens, sommes restés. On était pris entre deux feux. On croyait pouvoir faire cesser les échanges de tirs en se promenant avec nos drapeaux et nos bérets bleus et en disant de ne pas tirer, mais nous n'étions pas équipés pour faire cesser la guerre. »

### Somalie: Sgt Chris Thombs

« Pendant que d'autres Casques bleus étaient impliqués en Bosnie dans un conflit classique, le dernier soubresaut de la guerre froide, nous, en Somalie, on avait affaire à la nouvelle donne: des États bandits. À Mogadiscio, j'ai dû fuir, courir comme un fou, pour sauver ma peau. C'est arrivé un peu à cause de mon inexpérience à moi et aussi celle des autres soldats qui étaient avec moi. Mais je me suis juré que ça ne se reproduirait plus. Oui, on peut en apprendre sur la géopolitique et l'économie dans un conflit. Mais c'est plus important encore de tirer des leçons des expériences individuelles. »

### Ex-Yougoslavie: Maj.-gén. Pierre Maltais

« La Bosnie a été un cauchemar. Ça a commencé comme une mission de maintien de la paix très mal nommée. Les gens riaient de nous au début. Mais à la fin ils nous respectaient. Pour ma part, j'étais en Bosnie en 1995 comme policier militaire, membre du Groupe d'enquête spécial des Nations unies. Je faisais des enquêtes sur tous les sujets qui étaient susceptibles d'intéresser les Nations unies, à New York. Ça pouvait aller de cas de fraude à des meurtres. Il fallait recueillir des témoignages quand des gens venaient nous voir en disant: "Tout le village a disparu et on ne sait pas où ils sont rendus". Pour moi, c'a été l'occasion de côtoyer pour la première fois des soldats du Pacte de Varsovie. En 1984, quand je suis entré dans l'armée, on s'entraînait contre eux, et eux contre nous. Alors c'était très intéressant d'échanger avec eux 10 ans plus tard. »

### Haïti: Maj.-gén. Pierre Daigle

« On avait décidé d'envoyer de préférence des troupes francophones, compte tenu de la langue parlée dans l'île. À notre arrivée, l'armée haïtienne était partie. Les Américains avaient pris le contrôle de l'île. Le président René Préval venait d'être élu. Notre mission était de maintenir un climat de sécurité et de stabilité pour permettre aux institutions du pays de se former. Nous, on aidait la police nationale haïtienne à se constituer. Les conditions étaient difficiles. Il y avait beaucoup de corruption chez les magistrats. Lorsqu'on commande des troupes de plusieurs pays, il faut connaître les valeurs de chacun. Par exemple, à Port-au-Prince, j'avais installé les Canadiens francophones. Lorsqu'on faisait des patrouilles, le soir, la nuit, dans les bas-fonds, le soldat canadien n'avait pas peur d'aller parler au monde. Et cela constitue un multiplicateur de forces. »



## PRINCIPALES MISSIONS CANADIENNES DANS LE MONDE

TEXTES ET RECHERCHE : ANDRÉ DUCHESNE



### FUNU I

NOM: Première force d'urgence des Nations unies

LIEUX: canal de Suez, péninsule du Sinaï, bande de Gaza

ORIGINE: crise de Suez à la suite de la nationalisation du canal par l'Égypte

DURÉE: de novembre 1956 à mai 1967 \*

NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 10

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 6073 militaires à la fois

EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 1000 militaires à la fois et 11 000 au total

PERTES EN VIES HUMAINES: 106 militaires et 1 civil

PERTES CANADIENNES: 53 (incluant la FUNU II)

COÛT DE LA MISSION: 214,2 millions US \*\*

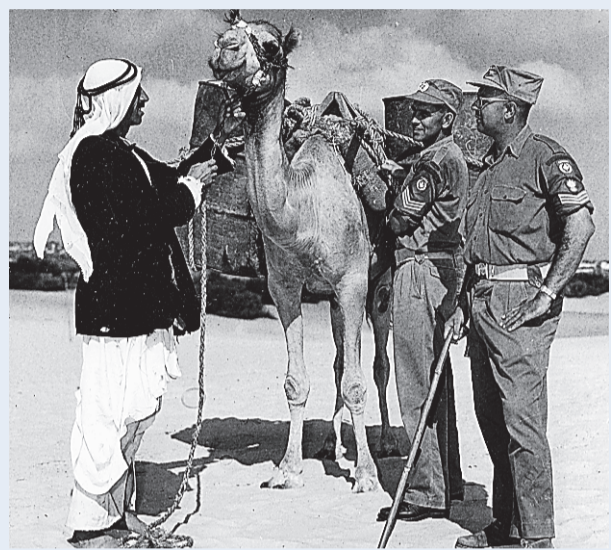


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



### ONUC

NOM: Opération des Nations unies au Congo

LIEU: Congo

ORIGINE: guerre civile à la suite de l'indépendance du 30 juin 1960 et intervention de l'armée belge sans l'autorisation du gouvernement en place

DURÉE: de juillet 1960 à juin 1964

NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 30

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: 19 828 militaires à la fois

EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 420 militaires à la fois et 1910 au total

PERTES EN VIES HUMAINES: 245 militaires et 5 civils

PERTES CANADIENNES: 3

COÛT DE LA MISSION: 400,1 millions US



### UNFICYP

NOM: Force des Nations unies chargée du maintien de la paix à Chypre

LIEU: Chypre

ORIGINE: tensions et violences entre les communautés grecques et turques

DURÉE: de mars 1964 à aujourd'hui

NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 13

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: 916 à l'heure actuelle

EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 1100 militaires à la fois et 33 000 au total

PERTES EN VIES HUMAINES: 167 militaires, 3 policiers et 6 civils

PERTES CANADIENNES: 28

COÛT DE LA MISSION: n/d (46,8 millions US pour la période 1<sup>er</sup> juillet 2006 - 30 juin 2007)



### FUNU II

NOM: Deuxième force d'urgence des Nations unies

LIEUX: canal de Suez, péninsule du Sinaï

ORIGINE: guerre du Kippour (l'Égypte et la Syrie attaquent Israël)

DURÉE: d'octobre 1973 à juillet 1979

NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 13

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 6973 militaires à la fois

EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 1145 militaires à la fois et 10 220 au total

PERTES EN VIES HUMAINES: 53 militaires et 2 civils

PERTES CANADIENNES: voir FUNU I

COÛT DE LA MISSION: 446,5 millions US



### GONMU II

NOM: Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Irak et l'Irak

LIEU: frontière Iran/Irak

ORIGINE: guerre entre les deux nations amorcée en septembre 1980

DURÉE: d'août 1988 à février 1991

NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 26

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: Jusqu'à 400 militaires à la fois

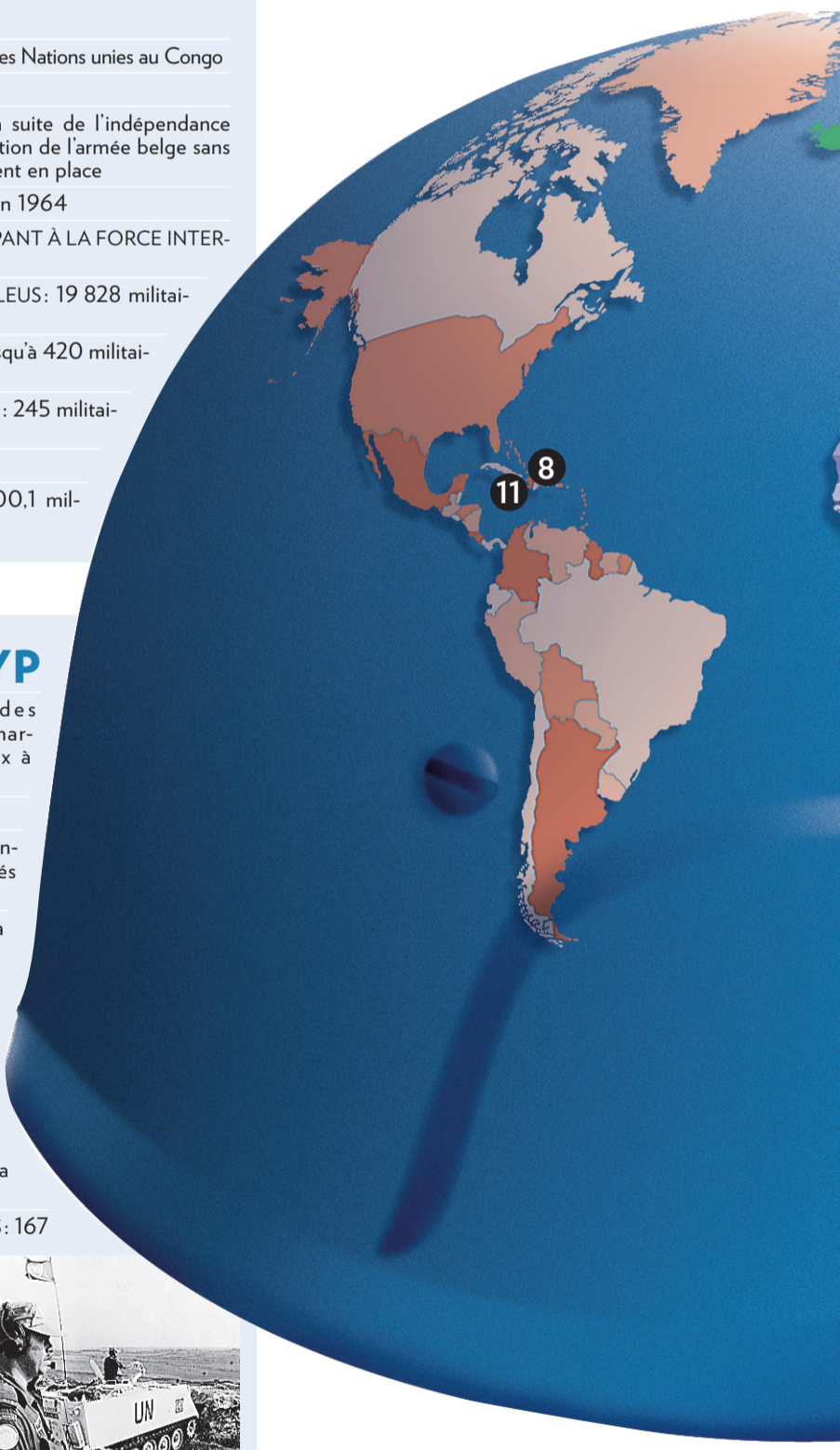
EFFECTIFS CANADIENS: 565 au total

PERTES EN VIES HUMAINES: 1 militaire

PERTES CANADIENNES: 0

COÛT DE LA MISSION: 177,9 millions US

GRAPHISME ET ILLUSTRATION ANDRÉ RIVEST



Sources: Département des opérations de paix de l'ONU, ministère canadien de la Défense nationale, Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix

# LES 50 ANS DES CASQUES BLEUS

**6 FORPRONU**  
 NOM: Force de protection des Nations unies  
 LIEUX: Yougoslavie et républiques de l'ex-Yougoslavie  
 ORIGINE: violences interethniques et entre les peuples des différentes républiques à la suite du démantèlement de la Yougoslavie  
 DURÉE: d'août 1992 à février 1996  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 42  
 EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 38 599 militaires à la fois  
 EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 2000 militaires à la fois et 15 000 au total  
 PERTES EN VIES HUMAINES: 159 militaires, 3 observateurs militaires, 1 policier, 4 civils  
 PERTES CANADIENNES: 11  
 COÛT DE LA MISSION: 4,6 milliards \$US

**7 ONUSOM I, ONUSOM II et UNITAF**  
 NOMS: Opération des Nations unies en Somalie et Unified Task Force (UNITAF). Sanctionnée par l'ONU, l'UNITAF était une mission de transition dirigée par les États-Unis.  
 LIEU: Somalie  
 ORIGINE: Affrontements entre les factions de deux grands chefs somaliens. Opération dite d'ingérence humanitaire pour assurer l'envoi de nourriture aux populations en proie à la famine.  
 DURÉE: d'octobre 1992 à mars 1995  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: au moins 16 (ONUSOM) et 24 avec l'UNITAF  
 EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS (ONUSOM): au-delà de 30 000  
 EFFECTIFS CANADIENS: près de 1100 à la fois et 1250 au total  
 PERTES EN VIES HUMAINES: 151 militaires et 4 civils au cours des missions ONUSOM  
 PERTES CANADIENNES: 1  
 COÛT DE LA MISSION: 1,7 milliard \$US pour les deux missions ONUSOM



PHOTO SRDJAN ILIC, ARCHIVES AP  
 Au cours des années 1990 et 2000, les missions des Casques bleus de l'ONU ne ressemblaient plus aux missions de paix des années 1960 et 1970. Ainsi, dans les Balkans, les Serbes de Bosnie avaient pris en otages des Casques bleus, dont 11 Canadiens, à la fin de mai 1995. Ils espéraient les échanger contre quatre des leurs détenus par l'ONU à Sarajevo. Ici, un des soldats canadiens peu après sa libération, le 18 juin 1995.



**8 MINUHA**  
 NOM: Mission des Nations unies en Haïti  
 LIEU: Haïti  
 ORIGINE: application des accords de Governors Island et rétablissement du gouvernement institutionnel du pays  
 DURÉE: de septembre 1993 à juin 1996  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 12  
 EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 1200 militaires à la fois et 300 policiers, 160 civils et 180 agents locaux  
 EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 790 militaires à la fois et 1580 au total  
 PERTES EN VIES HUMAINES: 4 militaires et 2 civils  
 PERTES CANADIENNES: 1  
 COÛT DE LA MISSION: 315,8 millions US

**9 MINUAR**  
 NOM DE LA MISSION: Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda  
 LIEU: Rwanda  
 ORIGINE: conflit entre le gouvernement rwandais et le Front patriotique du Rwanda. La mission prendra différentes orientations au fil des événements  
 DURÉE: de décembre 1993 à février 1996 (le Canada est aussi présent de juin à octobre 1993 dans le cadre d'une autre mission)  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 40

EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 5500 militaires à la fois et 120 policiers  
 EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 710 militaires à la fois  
 PERTES EN VIES HUMAINES: 22 militaires, 3 observateurs militaires et 1 policier  
 PERTES CANADIENNES: 1  
 COÛT DE LA MISSION: 437,4 millions \$US



PHOTO REUTERS

**10 IFOR et SFOR**  
 NOM: Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine  
 LIEU: Bosnie-Herzégovine  
 ORIGINE: à la suite de la signature de l'accord de Dayton, en Ohio, l'OTAN reçoit de l'ONU le mandat de créer une force internationale pour faire respecter la paix (IFOR). Après un an, la mission se redéfinit et a pour but de stabiliser la paix (SFOR).  
 DURÉE: de décembre 1995 à décembre 1996 (IFOR); de janvier 1996 à décembre 2005 (SFOR)  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 26  
 EFFECTIFS: environ 60 000 soldats au début de l'IFOR et 32 000 au début de la SFOR  
 EFFECTIFS CANADIENS: 2150 au total (IFOR); jusqu'à 1040 militaires à la fois et 19 800 au total (SFOR)  
 PERTES EN VIES HUMAINES: n/d  
 PERTES CANADIENNES: 14  
 COÛT DE LA MISSION: n/d

**11 MANUH**  
 Nom: Mission d'appui des Nations unies en Haïti  
 LIEU: Haïti  
 ORIGINE: demande du gouvernement haïtien d'une force de maintien de la paix avec la fin d'une mission précédente. Aider le gouvernement à créer une police nationale professionnelle  
 DURÉE: de juillet 1996 à juillet 1997  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 8  
 EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: jusqu'à 1281 militaires et 268 policiers à la fois  
 EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 750 militaires à la fois et 1500 au total  
 PERTES EN VIES HUMAINES: n/d  
 PERTES CANADIENNES: 0  
 COÛT DE LA MISSION: n/d

\* La durée indiquée ici correspond à la présence canadienne. En général, elle correspond aux dates des missions selon la version de l'ONU.

\*\* Les coûts sont ceux à la charge de l'ONU. Ni la Défense nationale, ni le ministère des Affaires étrangères du Canada n'ont pu fournir des chiffres quant aux frais de ces missions pour le gouvernement canadien.

**12 MINUEE**  
 NOM: Mission des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée  
 LIEU: à la frontière de l'Éthiopie et de l'Érythrée  
 ORIGINE: un différend frontalier dégénère en combats entre les deux pays en mai 1998. En dépit d'une première intervention de l'ONU, d'autres troubles éclatent en mai 2000.  
 DURÉE: depuis le 31 juillet 2000  
 NOMBRE DE PAYS PARTICIPANT À LA FORCE INTERNATIONALE: 40  
 EFFECTIFS EN CASQUES BLEUS: 4200 militaires à l'origine  
 EFFECTIFS CANADIENS: jusqu'à 450 militaires à la fois et 474 au total  
 PERTES EN VIES HUMAINES: 11 militaires et 5 civils  
 PERTES CANADIENNES: 0  
 COÛT DE LA MISSION: n/d (182,2 millions \$US du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007)

## CHRONOLOGIE

4 NOVEMBRE 1956

**FUNU I** (Égypte - Crise de Suez)  
 10 JUIN 1957 > Gouvernement conservateur de John Diefenbaker

JUILLET 1960

**ONUC** (Congo)  
 8 AVRIL 1963 > Gouvernement libéral de Lester Bowles Pearson

4 MARS 1964

**UNFICYP** (Chypre - la mission existe toujours)

JUIN 1964  
 Fin de la mission ONUC (Congo)

16 MAI 1967  
 Fin de la mission FUNU I à la suite de la demande du président égyptien Nasser

20 AVRIL 1968 > Gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau

OCTOBRE 1973

**FUNU II** (Suez - Sinaï)  
 11 MAI 1979 > Gouvernement conservateur de Joe Clark

JUILLET 1979  
 Fin de la mission FUNU II

18 FÉVRIER 1980 > Deuxième gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau

30 JUIN 1984 > Gouvernement libéral de John Turner

4 SEPTEMBRE 1984 > Gouvernement conservateur de Brian Mulroney

AOÛT 1988

**GONMUII** (Iran/Irak)

FÉVRIER 1991  
 Fin de la mission GONMUII

AOÛT 1992

**FORPRONU** (Balkans)

OCTOBRE 1992

**UNOSOM I**, incluant les missions UNITAF et UNOSOM II (Somalie)  
 25 JUIN 1993 > Gouvernement conservateur de Kim Campbell

SEPTEMBRE 1993  
**MINUHA** (Haïti)

5 OCTOBRE 1993  
**MINUAR** (Rwanda)

25 OCTOBRE 1993 > Gouvernement libéral de Jean Chrétien

MARS 1995  
 Fin de la mission UNOSOM II

DÉCEMBRE 1995  
 Fin de la mission FORPRONU. Création de la mission IFOR sous contrôle de l'OTAN. Le Canada y participe.

JANVIER 1996  
**SFOR**, sous l'autorité de l'OTAN (Bosnie-Herzégovine)

8 MARS 1996  
 Fin de la mission MINUAR

JUIN 1996  
 Fin de la mission MINUHA

28 JUIN 1996  
**MANUH** (Haïti)

JUILLET 1997  
 Fin de la mission MANUH

AOÛT 2000  
**MINUEE** (Érythrée/Éthiopie)

JUIN 2003  
 Retrait de la mission MINUEE

12 DÉCEMBRE 2003 > Gouvernement libéral de Paul Martin

JANVIER 2005  
 Fin de la mission SFOR

23 JANVIER 2006 > Gouvernement conservateur de Stephen Harper

## LES 50 ANS DES CASQUES BLEUS

## LES HABITS NEUFS DES

CHARLES CÔTÉ  
EDMONTON

Même si leurs casques ne sont plus bleus, les soldats canadiens continuent à défendre les valeurs humanitaires de leur mission. Mais aujourd'hui, en Afghanistan, leur travail est d'abord de traquer et de tuer. Et de se faire tuer.

« Quand je vois 300 petites filles en uniforme aller à l'école, c'est ça, la récompense », dit le sergent Pierre Maltais.

Policier militaire, il est de retour à sa base, au nord d'Edmonton, après une mission de sept mois à Kandahar. « L'Afghanistan est une mission strictement humanitaire, assure-t-il. Il n'y a aucune raison économique d'y être. »

La présence de filles à l'école est une question de vie ou de mort en Afghanistan. « Les talibans entrent dans les écoles et, s'il y a une fille dans la classe, ils tuent le professeur », raconte le sergent Alain Vachon.

Il y a deux mois, le sergent Vachon est revenu changé d'Afghanistan. Ce vétéran de cinq missions de l'armée canadienne, de Chypre au Kosovo en passant par la Bosnie, résume en ces mots ce qu'il y a vécu d'inédit : « On se fait tirer dessus. »

Savoir que des soldats canadiens font la guerre au lieu de monter la garde dans une mission de paix dérange bien des Canadiens. Jusqu'ici, 42 soldats canadiens sont morts en Afghanistan, et les pertes se sont intensifiées depuis le printemps dernier.

Pourquoi le Canada fait-il la guerre en Afghanistan? D'abord pour faire la paix avec les États-Unis, disent certains experts.

« La relation avec les États-Unis est la seule qui importe pour le Canada, dit David Bercuson, spécialiste des questions militaires et stratégiques à l'Université de Calgary. Tout le reste est secondaire. Si on n'agit pas en conséquence, on ne défend pas les intérêts du Canada. »

En cela, selon un autre spécialiste, le premier ministre Stephen Harper n'est pas si éloigné de Lester Pearson, qui a reçu

le prix Nobel de la paix pour avoir créé les Casques bleus de l'ONU. « Pearson était un pragmatique qui prônait l'idéalisme canadien mais qui réalisait que les États-Unis étaient LA puissance », dit Marc O'Reilly, un Montréalais qui enseigne les sciences politiques aux États-Unis.

Mais avec un Canada plus belliqueux, le monde a perdu un atout précieux, selon Michael Byers, titulaire de la chaire de recherche du Canada en droit et politique internationale à l'Université de Colombie-Britannique.

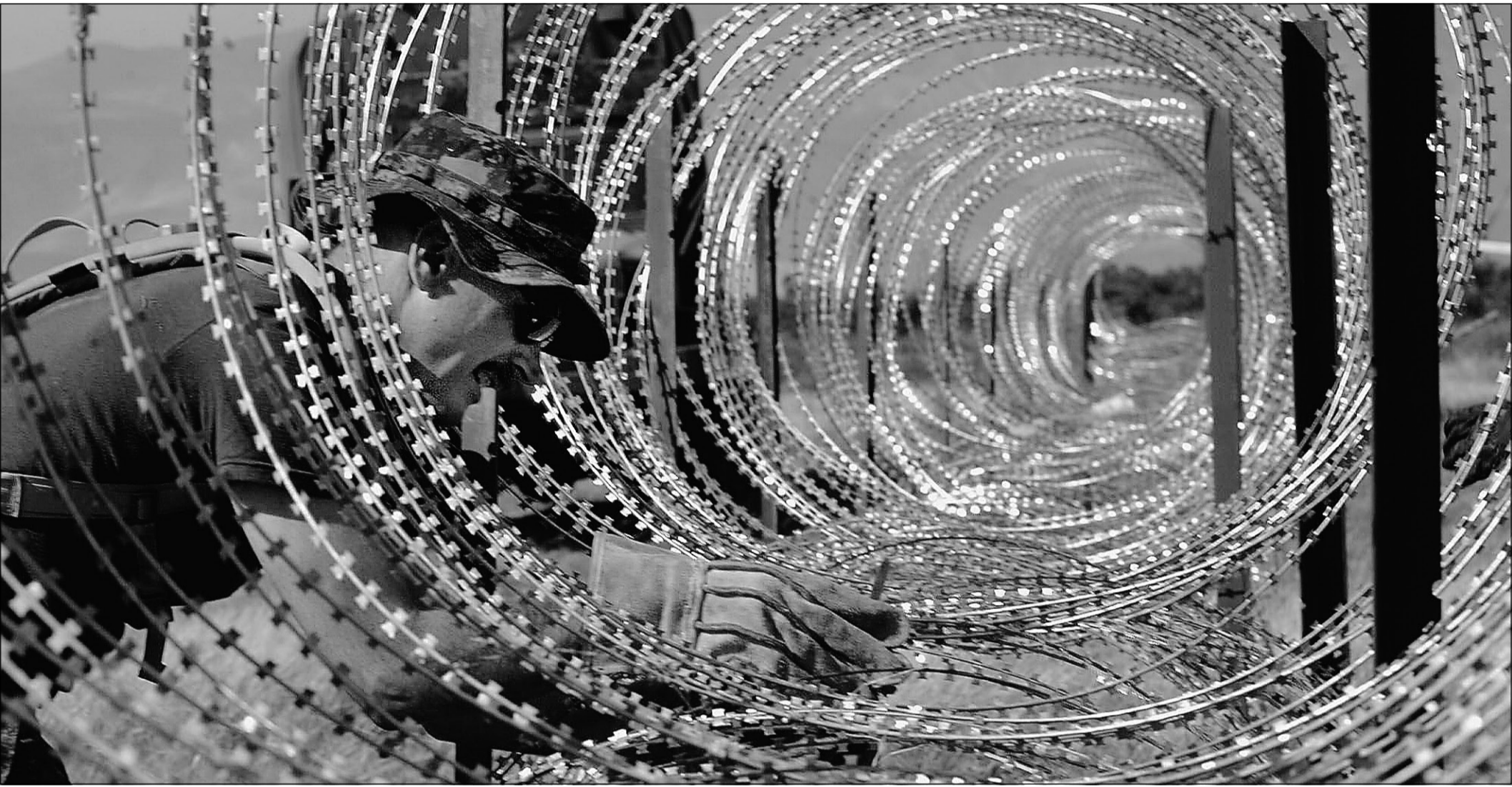


PHOTO RYAN REMIÖRZ. PC

Le Canada intervient dans des États en déroute ou défaillants susceptibles de menacer ses intérêts, comme Haïti (notre photo).

## En Afghanistan pour se battre

À la base militaire d'Edmonton, l'Afghanistan fait partie de la vie de tous les jours. Douze des 42 soldats canadiens morts là-bas depuis 2002 étaient basés ici. Sans parler des blessés. *La Presse* y a rencontré quatre soldats de retour de mission.

CHARLES CÔTÉ

EDMONTON — Le Canada est en guerre en Afghanistan. Pour les Canadiens, et encore plus pour les Québécois, c'est peut-être dur à accepter mais c'est très clair pour le sergent Alain Vachon.

Ce gaillard de 38 ans né à Lachine, père de cinq enfants, est ingénieur militaire. Son métier, c'est construire... ou détruire. Des ponts, des bâtiments, des systèmes de défense, des champs de mines. Il commande un groupe de neuf hommes dans le 1<sup>er</sup> Régiment du génie, basé ici, au nord d'Edmonton.

Il a vu son rôle changer à Kandahar, où il vient de passer sept mois. « Généralement, les ingénieurs viennent en appui à l'infanterie. Mais en Afghanistan, on était sous le feu et on répliquait, dit-il. On tirait sur l'ennemi tous ensemble. »

Pour ce vétéran qui a passé 18 ans dans les Forces armées canadiennes, se faire tirer dessus fait finalement partie du métier. « Moi, ça me va, dit-il. C'est toujours ce que je dis aux autres : « On est dans l'armée, notre première mission, c'est le combat. » En Afghanistan, tout notre entraînement d'infanterie nous sert. Même si, dans les exercices, ils nous laissaient souvent en arrière, nous, les ingénieurs. »

Cinquante ans après l'invention



PHOTO JOHN ULAN. COLLABORATION SPÉCIALE

Alain Vachon à sa maison d'Edmonton avec sa femme, Alexandria, leurs quatre enfants et leur chiot.

des Casques bleus par Lester B. Pearson, les « Forces » ont résolument changé la couleur de leur couvre-chef. « On en est au point où, grâce à notre entraînement, on peut passer du maintien de la paix à faire la guerre dans la même journée », dit le sergent Pierre Maltais, lui aussi de retour d'Afghanistan.

Né à Chicoutimi-Nord, le sergent Maltais s'est enrôlé à 16 ans. Aujourd'hui, à 39 ans, marié et père de deux filles, il a 23 ans de service, dont 10 comme ingénieur militaire, puis comme policier militaire. Il est shérif du 1<sup>er</sup> bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, à Edmonton. En Afghanistan du 21 janvier au 30 août, il a formé et encadré la police nationale afghane.

« Le pays est comme un grand casse-tête avec les morceaux éparpillés partout, dit-il. Ça fait un peu penser à l'Ouest canadien au début du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'époque, on avait créé la GRC, une police avec un

entraînement militaire. Ils ont besoin de la même chose là-bas. Parce qu'on ne peut pas les former comme des simples policiers : c'est la guerre. »

## Une occasion à saisir

Avec l'engagement du Canada en Afghanistan, l'image que la majorité des Canadiens se faisaient de leur armée s'est brisée. Mais cette image était plus proche du mythe que de la réalité, selon le sergent Chris Thombs, qui revient de sa deuxième mission en Afghanistan avec son régiment, également le Princess Patricia's.

« Il y a tout un mythe fleur bleue autour des Casques bleus, dit le sergent Thombs. On ne rend pas hommage aux gars qui ont été Casques bleus depuis 50 ans en restant dans ce mythe. En réalité, le maintien de la paix comporte beaucoup d'actions agressives. À Suez en 1956, on a tracé une ligne et on a dit : « Si vous la traversez, on tire. » À Chy-

pre, les gens ont essayé de traverser et il y a eu des combats. »

Mais pour les soldats, les morts au combat sont des héros, pas des échecs. « Oui, la population canadienne commence à compter les morts, dit le sergent Maltais. Mais ce n'est pas parce que des soldats meurent que la mission est en train de mal tourner. Nous avons tous les ingrédients pour réussir, mais ça va prendre de la patience et de la détermination. »

Des soldats morts, cela veut dire que l'armée fait son travail, selon le capitaine Christopher Hunt, du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians). Il vient de passer six mois au quartier général de Kandahar, comme membre de l'équipe qui planifiait les offensives militaires des forces de l'OTAN.

« Il y a plus de troupes que jamais dans le sud de l'Afghanistan, dans la base des talibans, dit le capitaine Hunt. Alors on les dérange. On soulève les pierres et on débusque

les scorpions. Ils n'aiment pas ça et ils répliquent. »

Il croit aussi que les talibans ont intensifié leur offensive à l'arrivée du Canada à la tête de la coalition multinationale. « Nos ennemis ont vu le transfert du commandement des Américains comme une occasion à saisir, dit-il. C'était le moment d'essayer de faire sortir un ou deux pays de la coalition. »

Sur le terrain, les soldats canadiens doivent constamment s'adapter aux tactiques de leurs ennemis. « Quand je suis arrivé, l'hiver dernier, c'était tranquille, raconte le sergent Vachon. Mais au printemps, ils sortent de « l'université » avec leurs nouveaux trucs. Ils ont été en guerre pendant 30 ans et ça paraît. Ils ont des caches d'armes partout. Il y a un gars qui peut vous tirer dessus et, si on le trouve 20 minutes plus tard, il n'a pas d'armes sur lui. »

## Les bons côtés

Les combattants afghans se coordonnent grâce au téléphone cellulaire, dit le sergent Vachon. Il croit que cela a joué un rôle dans les attaques du 3 août dernier, quand quatre soldats canadiens ont été tués et 10 autres blessés.

« Ils ont des cellulaires et ils s'en servent, dit-il. Le 3 août, ils savaient qu'on s'en venait. Ils placent leurs bombes des semaines à l'avance. Ils vont demander à un enfant de faire le trou et de mettre les explosifs. Puis, la nuit avant l'attentat, s'ils savent qu'on s'en vient, un gars vient poser les fils. Et boom! »

Alain Vachon est revenu changé d'Afghanistan. « Je ne veux plus regarder les nouvelles, dit-il. Je ne suis plus capable d'entendre parler des morts. Ce qui me fâche le plus, c'est qu'on parle autant des mauvais côtés. Oui, il faut en parler, mais il faut aussi parler des bons. Si une nouvelle commençait : « Les Canadiens ont sauvé 100 personnes aujourd'hui et ils ont tué 30 talibans. Et un enfant est mort par accident », ce serait plus proche de la réalité. »

LES 50 ANS DES CASQUES BLEUS

# FORCES CANADIENNES

« Nous adoptons les tactiques américaines et nous faisons la guerre des Américains, dit M. Byers. Alors que c'est dans l'intérêt du Canada et de l'humanité que le Canada soit fort et indépendant. Le monde n'a pas besoin de plus d'Américains. Il a besoin de puissances moyennes expérimentées et capables. »

**L'armée parfaite?**

Les Canadiens n'ont pas fini de s'interroger sur le nouveau rôle de leur armée. Si les missions de maintien de la paix des Nations unies pouvaient s'étirer sur des années, voire des décennies, celle

de l'OTAN en Afghanistan n'est pas près de se terminer non plus.

Selon le capitaine Christopher Hunt, du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians), qui vient de passer six mois en Afghanistan, il y a bien du pain sur la planche. « Ce n'est pas à nous de décider combien de temps nous serons là, dit le capitaine Hunt. Pour le moment, la mission est prolongée jusqu'en 2009. Mais il y aurait des choses à faire pendant des générations. »

« Plusieurs des tactiques des talibans ressemblent à celles de la mafia, dit-il. Les gens ici peuvent le comprendre : combattre

le crime organisé, cela demande des efforts considérables. Pour moi, c'est la meilleure analogie. Et si c'est un problème militaire plutôt que policier actuellement, c'est parce que ça échappe à toute action. »

Comme l'a souligné le président Hamid Karzaï lors de sa récente visite au Canada, l'Afghanistan a été livré à lui-même, délaissé par l'Occident, en guise de remerciement pour avoir vaincu l'Union soviétique en 1989. Douze ans plus tard, à l'abri du régime des talibans, Al-Qaeda lançait ses attaques du 11 septembre 2001.

Avec des pays qui échappent à

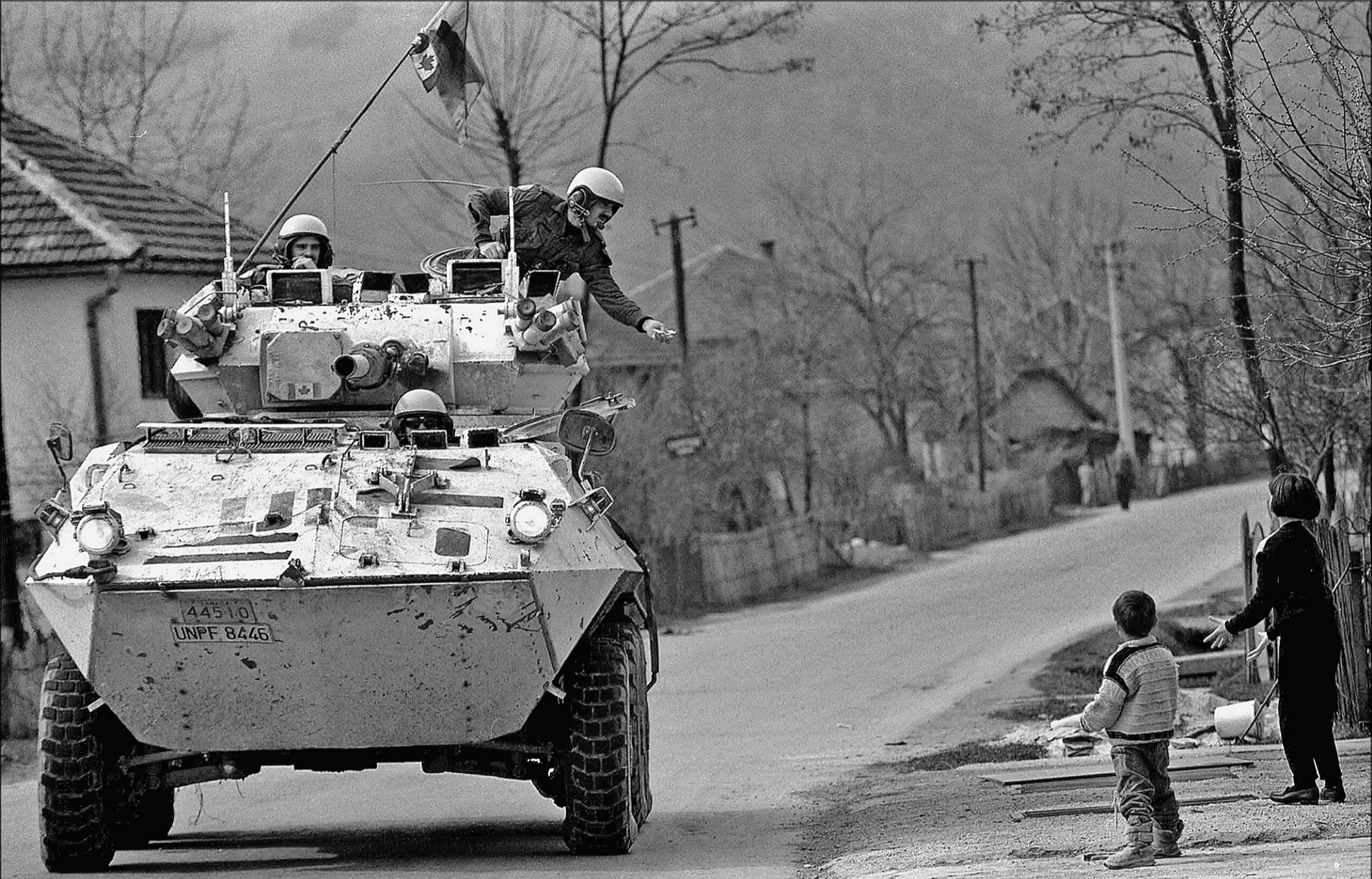
toute intervention et qui hébergent des organisations terroristes, les missions de paix doivent-elles être la priorité pour l'armée canadienne?

Michael Byers répond oui. Il croit que la guerre au Liban, l'été dernier, en est la preuve. « Ce qu'il faut dans le sud du Liban, c'est 2000 soldats bien entraînés pour maintenir la paix. Ni les États-Unis, ni la Grande-Bretagne ne peuvent le faire. Notre armée est bilingue, alors on peut travailler en français au Liban et en anglais en Israël. On a l'armée parfaite pour cette mission. »

Selon M. Byers, cela doit faire

partie d'une politique étrangère à la mesure du Canada, un pays « riche et civilisé ». « Regardez la Norvège, dit-il. Avec quatre millions d'habitants, ils ont joué un rôle énorme au Moyen-Orient avec les accords d'Oslo. »

Mais pour M. Bercuson, les Casques bleus, c'est du passé. « Le Canada n'a plus de rôle important à jouer dans le maintien de la paix, dit-il. Aujourd'hui, ce sont les pays du tiers-monde qui font ce travail pour faire entrer des devises. Et est-ce qu'on veut vraiment voir nos soldats aux côtés des Bangladais ou des Fidjiens? »



Ce qui distingue la mission de l'armée canadienne en Afghanistan des précédentes, comme celle en Bosnie (notre photo), c'est que, cette fois, les soldats se font tirer dessus.

PHOTO PC

## Le monde est en mutation, les interventions aussi

## Les Casques bleus sont nés durant la crise de Suez

ANDRÉ DUCHESNE

Depuis 1956, l'Organisation des Nations unies a autorisé une soixantaine de missions de paix. Le Canada a participé à la majorité d'entre elles. À l'image d'une actualité changeante, ces interventions ont pris différents visages.

« Le Canada veut jouer un rôle sur la scène internationale et cette scène a changé », dit Stéphane Tremblay, candidat au doctorat à l'École nationale d'administration publique (ENAP), dont la thèse porte sur la politique du Canada dans les opérations de paix.

Ce dernier, qui est aussi agent de recherche au Réseau franco-phonie de recherche sur les opérations de paix, classe les missions onusiennes en trois catégories.

De 1956 à 1990, on trouve des missions d'observation visant le règlement pacifique des différends. Suez et Chypre sont de bons exemples. Au tournant de la décennie 90, l'influence communiste chute dans plusieurs pays du monde, de vieux antagonismes entrent en vigueur ou politiques engendrent des conflits qui dégèrent parfois en des massacres indescritibles. Résultat, dit M. Tremblay, l'ONU recourt davantage à la force, mais n'arrive pas toujours à imposer ses vues, comme on l'a vu au Rwanda en 1994, entre autres parce que ni la nature ni l'interprétation de ses mandats ne sont clairs.

Enfin, il y a eu le 11 septembre 2001 et l'intervention internationale

en Afghanistan. Le cas est unique. On a ici affaire à une mission autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU avec délégation de pouvoirs à un tiers, en l'occurrence l'OTAN, qui est une alliance militaire.

**On maintient le cap**

En parallèle, les interventions canadiennes varient selon le premier ministre en poste. « Chaque arrivée d'un nouveau premier ministre a été suivie par l'adoption d'un nouveau livre blanc de la Défense ou un nouvel énoncé de politique étrangère », dit M. Tremblay.

Lester B. Pearson est devenu premier ministre en 1963. Dès 1964, son gouvernement écrivait un nouveau livre blanc de la Défense où le Canada entendait maintenir les missions de paix. Devenu premier ministre en 1968, Pierre Elliott Trudeau est un peu moins optimiste. On veut maintenant les expériences acquises, mais les employer judicieusement. Et éviter de s'embarquer dans des missions mal définies, observe M. Tremblay.

Sous les conservateurs de Brian Mulroney, élus en 1984, le livre blanc de 1987 est clairement orienté en fonction du conflit entre l'Est et l'Ouest. Rappelons les liens étroits entre M. Mulroney et les présidents Reagan et Bush.

Lorsque les libéraux de Jean Chrétien sont élus à l'automne 1993, un des premiers gestes du nouveau premier ministre est de déchirer un contrat pour l'achat

### LESTER B. PEARSON EN QUELQUES DATES

- >Naissance : 23 avril 1897 à Newton Brook (Ontario)
- >Armée : lieutenant dans le corps médical et officier de l'air (1914-1918)
- >Études : Université de Toronto (baccalauréat 1919). Université Oxford (baccalauréat en histoire, 1923 et maîtrise, 1925)
- >Famille : Marié à Maryon Moody (1902-1991), père de deux enfants (Patricia et Geoffrey)
- >Carrière : Université de Toronto et ministère des Affaires étrangères
- >Diplomatie : ambassadeur

- du Canada aux États-Unis (1945-1946)
- >Politique : ministre libéral des Affaires étrangères (1948-1957) ; chef du Parti libéral du Canada (1958-1968) ; premier ministre du Canada du 22 avril 1963 au 20 avril 1968
- >Prix Nobel de la Paix : 1957
- >Fin de carrière : professeur et chancelier de l'Université Carleton d'Ottawa (1969-1972)
- >Décès : 27 décembre 1972 à Ottawa. Pearson est inhumé au cimetière Maclaren à Wakefield (Québec) — André Duchesne

de nouveaux hélicoptères maritimes. En 1994, un nouveau livre blanc annonce les compressions à venir à la Défense nationale.

Malgré cela, le Canada se dit prêt à fournir jusqu'à 10000 militaires pour des missions à l'étranger. Alors que la taille de l'armée rétrécit, le nombre de missions augmente. La cadence des rotations aussi. Au tournant du siècle, les troupes sont épuisées.

Arrive Paul Martin en décembre 2003. Sous son bref règne, il a le temps de déposer un nouvel énoncé de politique internationale, en 2005. Le document propose une approche novatrice, dite des 3 D, pour défense, développement et diplomatie. Désormais,

dit-on, les interventions militaires à l'étranger seront accompagnées d'initiatives diplomatiques et de développement. L'Afghanistan est l'exemple type.

C'est une réponse au 11 septembre, croit Stéphane Tremblay. Le but est d'intervenir dans des États en déroute ou défaillants susceptibles de menacer les intérêts du Canada. Cela correspond aussi, dit-il, au rôle que le Canada peut jouer — et non doit jouer — dans le monde.

Que deviendra cette politique sous Stephen Harper? Jusqu'à maintenant, ce dernier garde le cap, constate le chercheur. Ses récents discours où il évoque la présence du Canada en Afghanistan, en Haïti et au Darfour en sont le meilleur exemple.

ANDRÉ DUSCHESNE

Au cours de l'été 1956, l'Égypte nationalise le canal de Suez. La raison invoquée: la décision américaine de retirer son aide financière à la construction du barrage d'Assouan.

La nationalisation, faite aux dépens d'intérêts britanniques et français, permettra aux Égyptiens de tirer les revenus nécessaires à la poursuite du projet.

Parallèlement, l'accès d'Israël à cette précieuse voie de communication et de commerce entre l'Europe, le Proche-Orient et l'Inde s'en trouve fermé.

Au début de l'automne, Israël attaque l'Égypte. La France et la Grande-Bretagne interviennent. L'affaire est portée devant l'assemblée générale de l'ONU le 1<sup>er</sup> novembre. Le lendemain, l'assemblée adopte une résolution qui réclame un cessez-le-feu immédiat, le retrait des belligérants et la réouverture du canal. Le Canada s'abstient.

La raison: son ministre des Affaires étrangères, Lester Bowles Pearson, veut une paix durable. Il caresse l'idée de créer une espèce de police onusienne veillant à assurer l'application d'un cessez-le-feu. Une proposition en ce sens est soumise à l'assemblée générale le 4 novembre et adoptée. Les Casques bleus sont nés.

## DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon.

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

**1** En septembre dernier, il n'a fallu qu'une minute à un chercheur de Princeton pour pirater une machine à voter de type Diebold, modèle tant décrié avant les élections américaines de mi-mandat.

**8** C'est le nombre d'États américains qui, à la veille de ces mêmes élections, n'étaient toujours pas en conformité avec le Help America Vote Act de 2002 qui consacra le vote électronique et qui obligea les États à garantir aux citoyens la tenue de tout vote même en cas de problème dans les bureaux de vote.

**15** Comme le nombre d'États américains qui utilisaient cette semaine le vote électronique sans recours possible au dépouillement manuel.

## ICI ET AILLEURS

## TURQUIE

## Cachez ce sein...

Le ministère de l'Éducation turc vient de demander le retrait du tableau de Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*, d'un manuel d'histoire utilisé depuis cinq ans. La représentation de cette Marianne seins nus et de Gavroche montant aux barricades figure dans le chapitre consacré aux droits civiques et aux droits de l'homme. Cachez ce sein que je ne saurais voir.

## ITALIE

## Une œuvre qui fait du bruit

En Italie également, on a du mal à interpréter certaines œuvres d'art. Deux artistes romaines, Eleonore Chiari et Sandra Goldschmied, ont appris qu'on ne badine pas avec l'hymne national. Leur oeuvre d'art, exposée au musée de Bolzano depuis le 15 septembre, a été saisie le 19 octobre et mise sous séquestre à la demande d'un parti de droite. Leur oeuvre ? Des toilettes qui jouent l'hymne italien dans une version électronique avec pour basse continue le bruit d'une chasse d'eau. Le parti Alliance nationale a porté plainte contre le musée pour « atteinte au respect de ce qui est une référence pour toute communauté d'un pays ». Réponse du musée : « L'art est libre dans les démocraties. » Verdict de la justice italienne prochainement.

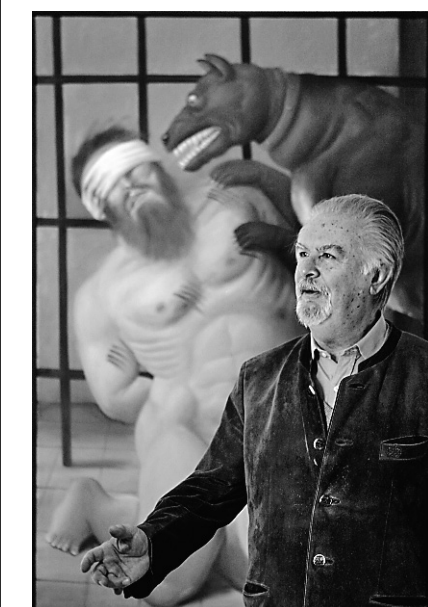


PHOTO GARY HERSHORN, REUTERS

## L'IMAGE

Fernando Botero a finalement trouvé grâce auprès de la galerie Marlborough, à Manhattan, pour exposer sa collection intitulée Abou Ghraib. Consacrée aux exactions commises par des GI dans cette prison, sa série de toiles avait été refusée par la majeure partie des musées américains. Étrange difficulté pour cet artiste colombien dont les oeuvres occupent de nombreux musées et espaces publics dans le monde. L'exposition se termine le 18 novembre.

## ILS, ELLES ONT DIT

## Frondeur

« L'élection n'a pas vraiment d'importance, parce que la Maison-Blanche continuera à faire ce qu'elle fait en Irak, quoi qu'il arrive mardi. »

— DICK CHENEY, lors d'une entrevue diffusée sur la chaîne ABC deux jours avant la défaite républicaine.

## Rassembleur

« J'appelle les Arabes et les Kurdes en Irak à se réconcilier, à se pardonner et à se serrer la main. »

— SADDAM HUSSEIN, répondant à un témoin à charge selon qui l'ancien dictateur considérait les Kurdes comme des saboteurs.

## Menteur

« Saddam aime les Kurdes comme les Arabes. »

— SADDAM HUSSEIN, encore, poursuivant sa réponse, alors qu'il est de retour devant ses juges pour répondre de génocide contre la communauté... kurde.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



PHOTO GETTY



## DONALD RUMSFELD

Oui, oui, Donald Rumsfeld ! Pour avoir remis sa démission du poste de secrétaire d'État à la Défense... Ou pour avoir réussi à se faire virer, c'est selon.



## YMCA

La direction d'un YMCA de Montréal, plus précisément. Pour avoir installé des fenêtres opaques à un étage de son immeuble pour satisfaire des voisins de confession juive hassidique qui ne voulaient plus que leurs enfants puissent apercevoir des personnes légèrement vêtues qui s'entraînent... Pauvres petites âmes sensibles heurtées. Accommodement raisonnable, on appelle ça ?

Le D<sup>r</sup> Baker au chevet de l'Irak

AGNÈS GRUDA

## DES NOUVELLES DU MONDE

agruda@lapresse.ca

Le patient est un jeune homme que l'on a voulu propulser vers une carrière d'athlète d'élite. Hormones de croissance, exercices intensifs, changement radical de régime de vie, rien n'a été ménagé pour en faire un triathlonien accompli.

Quelques parents proches avaient pourtant averti ses instructeurs d'y aller avec modération, parce que le jeune homme souffrait d'une santé fragile et qu'un entraînement trop intensif risquait de l'affaiblir au lieu de le renforcer. Rien à faire, le futur athlète a dû se plier à ses préparatifs olympiques.

Comme vous le savez déjà, les sceptiques ont eu raison. L'Irak, champion présumé de la démocratie au Moyen-Orient, est aujourd'hui à l'agonie, terrassé par la violence et les divisions ethniques.

Ses « entraîneurs » néo-conservateurs viennent de se faire servir une raclée électorale à Washington. Aux abois, la Maison-Blanche se tourne vers une équipe médicale de secours, à qui elle a confié le sort du malade.

Le médecin, c'est James Baker, grand ami de George Bush père et président du Comité d'études sur l'Irak. Lorsque ce groupe bipartite a été confié aux soins de l'ancien collaborateur de papa Bush,

en mars dernier, les sceptiques y ont vu une manœuvre politique destinée à balayer élégamment le problème sous le tapis.

Mais James Baker et son coprésident démocrate, Lee Hamilton, ont de toute évidence pris leur mandat au sérieux. Adieu les contrevérités de la « novlangue » de la Maison-Blanche. Non, cela ne va pas bien du tout en Irak, a rapidement reconnu James Baker, qui a qualifié la situation dans ce pays de « sacré bazar » (voire de « foutu bordel », selon certaines traductions).

Une tempête électorale plus tard, le rôle du Comité Baker-Hamilton est devenu clair aux yeux de tous : il est la planche de salut, la voie de sortie pour les troupes américaines enlisées en Irak. Et ses recommandations risquent de peser d'autant plus lourd que l'un de ses plus illustres membres, Robert Gates, vient d'accéder au poste de secrétaire à la Défense.

Personne ne sait comment y arriver. Et surtout pas les démocrates, qui viennent de prendre le contrôle du Congrès mais n'ont aucune vision claire sur l'Irak.

Ce qui est clair, en revanche, c'est que le statu quo n'est plus possible. Alors, tout le monde est pendu aux lèvres du bon D<sup>r</sup> Baker.

Le comité Baker-Hamilton doit rendre ses suggestions publiques en décembre ou en janvier. Mais déjà, quelques scénarios ont coulé dans les médias au cours des dernières semaines.

Selon l'information la plus persistante, le comité recommanderait aux États-Unis d'entreprendre un dialogue avec l'Irak et la Syrie, qui sont soupçonnés de soutenir les différents mouvements de rébellion en Irak. Ce serait un changement d'attitude radical de la part de l'administration Bush, qui a, jusqu'à maintenant, choisi de ne pas dialoguer avec les « méchants ». Les plus optimistes y voient un espoir de déblocage pour d'autres dossiers au Proche-Orient.

Le comité pourrait aussi recommander qu'une conférence internationale sur l'Irak examine différentes solutions. Y compris une partition de l'Irak entre régions chiites, sunnites et kurdes. Il est aussi de plus en plus question, en termes plus

## Une journée parmi d'autres

Le vendredi 3 novembre dernier, 303 morts ont été signalés en Irak, selon Iraq Body Count. Parmi les victimes, 176 corps non identifiés ont été enterrés à Kerbela, 87 ont été trouvés à Bagdad, 25 personnes ont été tuées dans différents coins du pays dont un chanteur, un précepteur, un reporter, un chauffeur de taxi, un pompiste et deux bergers.

couverts, du retour d'une sorte de dictature légère à Bagdad, qui reste peut-être le seul moyen de pacifier les frères ennemis irakiens.

Le dilemme se pose un peu en ces termes : puisque le modèle démocratique a exacerbé les tensions interethniques, ou bien on trace des frontières étanches entre chiites, sunnites et kurdes (et on oublie la fédération), ou bien on les place sous la férule d'un chef autoritaire (et on oublie la démocratie).

On savait déjà qu'il n'y avait d'armes de destruction massive en Irak et que Saddam Hussein n'entretenait aucun lien privilégié avec Al-Qaeda. Il restait une seule et dernière raison susceptible de justifier un tant soit peu l'invasion de l'Irak : le renversement d'un tyran et l'établissement d'une démocratie à Bagdad.

Qu'une dictature, aussi soft soit-elle, soit aujourd'hui considérée comme un moyen susceptible de mettre fin à l'occupation de ce pays, c'est pour le moins ironique. Mais au point où ils en sont, les États-Unis n'ont plus les moyens de faire des caprices autour de leur éventuelle sortie de l'Irak.

Au-dessus du patient, les médecins se grattent la tête. Faut-il l'amputer ? Lui mettre un corset ? Certains démocrates suggèrent de l'abandonner à son sort, mais cette solution inélégante a peu de chances de passer la rampe.

Chose certaine, plus personne ne croit que le patient puisse guérir.

## LES CARICATURES DE LA SEMAINE

La Presse publie chaque semaine une sélection des dessins des caricaturistes de nos partenaires du réseau Gesca.



LA TRIBUNE.



LE SOLEIL

